

Armel DUTEIL  
Mission Catholique de MONGO  
FEVRIER 1999  
BP 61  
GUECKEDOU (Guinée Conakry)

Chers Amis,

A mon retour de congé j'avais bien l'intention de vous écrire assez rapidement, au moins à l'occasion du Nouvel An, et nous voici arrivés en Janvier sans que j'aie eu le temps de le faire. Cela ne m'empêche pas de bien penser à vous, mais il est sûr que beaucoup de travail m'attendait à mon retour. Mais, tout d'abord, j'ai eu la joie de trouver Apollinaire, un stagiaire spiritain de TANZANIE, qui est venu renforcer notre équipe et la rendre encore plus internationale. Ce n'est pas toujours facile de travailler quand on est d'âges et de cultures si différents, mais cela nous semble très enrichissant quand on y arrive et aussi très important dans une région marquée par la guerre et les oppositions ethniques. C'est le signe que c'est possible de s'accepter et de vivre ensemble, même quand on est différents, et que cela en vaut la peine. Pour l'année prochaine, nous espérons deux autres confrères : un Nigérian et un Ganéen. Toutefois, ils devront d'abord aller apprendre le français au Sénégal, et ensuite apprendre le kissien ici avant d'être opérationnels. Cela leur donnera, d'un autre côté, le temps de pénétrer un peu plus dans la culture et de comprendre la vie des gens.

Puis j'ai trouvé **de nombreux nouveaux camps de réfugiés de plusieurs milliers de personnes** qui n'existaient pas lors de mon départ, en Avril. Après les Kissiens et les Mendes, venus les années précédentes, ce sont maintenant les Konos qui arrivent, chassés par la guerre, car celle-ci s'est déplacée en Sierra Léone, et elle est toujours aussi écrasante et inhumaine. Les gens continuent d'arriver dans des conditions physiques et psychologiques dramatiques. C'est vraiment décourageant de ne pouvoir faire ne serait-ce que le minimum pour les aider. Bien sûr nous essayons de faire tout ce que nous pouvons pour eux et l'amitié et la joie avec lesquelles ces réfugiés m'ont accueilli à mon retour sont le signe qu'ils sont très sensibles à nos efforts ; de toute façon je crois que pour ces réfugiés, au-delà de l'aide sanitaire ou autre que l'on peut leur apporter, il est très important que des gens vivent simplement en frères avec eux, partagent leur vie au maximum et les respectent comme des hommes, en cherchant à vivre avec eux une véritable amitié. C'est au moins le signe qu'ils ne sont pas oubliés et qu'ils ont gardé leur dignité, et cela est très important, car parfois des grandes organisations ou O.N.G., qui apportent argent et vivres, ne sont pas suffisamment sensibles à cet aspect.

Bien sûr à chaque fois que possible, nous essayons de dépasser la simple assistance et de les aider dans la mesure de nos moyens, avec l'aide qu'un certain nombre d'amis nous accordent. Il reste vrai que le besoin en nourriture et en médicaments dépasse nos possibilités. Les réfugiés sont actuellement plus de 250.000 sur la paroisse. D'autres Organisations, comme le H.C.R. des Nations Unies ne s'en occupent pas. Mais ces Organisations sont parfois très lourdes et parfois très éloignées des réfugiés. De plus, il y a toujours le risque de détournement des vivres et autres assistances et d'injustice dans les distributions ; les pauvres sont souvent oubliés parce qu'ils ne savent pas se débrouiller. Il y a aussi la tentation de profiter de ces vivres même si on n'y a pas droit, aussi bien du côté de certains Guinéens que du côté de certains réfugiés. C'est aussi à ce niveau que nous essayons d'intervenir en signalant au H.C.R. les nombreux réfugiés qui sont oubliés, qui ne reçoivent rien et également les personnes qui cherchent à détourner ces aides à leur profit. C'est pour nous une question de justice ; si l'on accepte ces détournements chez les réfugiés quand ils sont dans les camps, même si cela s'explique par leurs énormes besoins, il y a de grandes chances qu'ils continuent à faire la même chose quand ils retourneront chez eux ; or, pour nous il ne s'agit pas

simplement d'accueillir les réfugiés qui sont ici mais de les préparer à construire leur pays, demain, lorsqu'ils retourneront en Sierra Léone. Nous sommes en train de mettre en place avec deux prêtres venus de Sierra Léone, des religieuses qui ont travaillé dans ce pays et des laïcs réfugiés, **une équipe pour viser une éducation à la paix** et aussi chercher à guérir les traumatismes de la guerre, ou, au moins, les atténuer. En effet, beaucoup de réfugiés ont vécu des tortures, assassinats et autres atrocités et ils en sont très marqués, en particulier les enfants. Avant de penser à rebâtir la paix en Sierra Léone, il nous semble donc très important d'aider les réfugiés à vivre en paix, déjà dans les camps entre personnes d'ethnies différentes. Nous allons avancer peu à peu en partant d'un travail à la base. Nous avons donc refusé la formule des séminaires qui est souvent l'occasion pour beaucoup uniquement de chercher de l'argent, sans aucune action par la suite. Nous n'avons pas voulu faire appel pour le moment à des "spécialistes", mais nous avons travaillé avec les réfugiés eux-mêmes partant de nos expériences à la base et en les analysant pour progresser peu à peu ; l'essentiel étant pour nous que les réfugiés eux-mêmes se prennent en main et trouvent leurs propres solutions d'une manière communautaire. Nous avons déjà mis en place une équipe de réfugiés qui nous semblent les plus aptes pour cette action et ils vont commencer à travailler à la base dans les camps pour construire un programme et un plan d'action avec les gens eux-mêmes réunis en communautés. Notre rôle est de soutenir et de former les membres de cette équipe, en même temps que nous poussons les communautés que nous animons à agir dans ce sens et à s'associer à cette action pour qu'ensuite il y ait véritablement un suivi. Voilà où nous en sommes pour le moment. Déjà depuis mon arrivée, je suis en permanence dans les camps ou les communautés guinéennes (57 camps et 42 communautés) et chaque soir au cours de la veillée que nous faisons, nous parlons ensemble de ces problèmes, ainsi que de situations d'injustice auxquelles les gens sont confrontés, en cherchant comment lutter contre ces choses. La mise en place de cette équipe va nous permettre certainement d'approfondir notre action.

**Le même travail se poursuit également auprès des Guinéens**, bien que d'une façon un peu différente car la situation n'est pas la même -ils n'ont pas vécu les mêmes atrocités- mais les situations d'injustices existent bien malgré tout, également chez les Guinéens. Aujourd'hui même, je viens de terminer une rencontre de cadres et de fonctionnaires guinéens au cours de laquelle nous avons réfléchi aux différentes situations d'injustices dans l'enseignement, dans la santé et aussi dans le développement rural. Ce sont le plus souvent des problèmes d'argent, de détournements, de favoritisme et de corruption, les inégalités entre les riches et les pauvres et les privilèges des uns qui n'hésitent pas à s'imposer. Nous avons aussi parlé de la situation défavorisée des filles et des femmes. Mais beaucoup plus que par ces problèmes qui sont bien réels, j'ai été frappé par le sérieux et l'engagement des participants à cette rencontre et je suis dans l'admiration de voir tout ce qu'ils font déjà dans ce sens.

Depuis mon retour nous avons bien sûr repris le travail **de formation des différents groupes** : les responsables de communautés, les catéchistes, les jeunes, les femmes, les enfants, etc. Cela demande beaucoup de travail qui me semble nécessaire pour que ce soit ces différentes personnes elles-mêmes qui se prennent en main et dirigent leur propre groupe à leur manière et selon leur conception, mais pour cela il faut bien sûr leur apporter une première formation de base.

J'insiste davantage sur la coordination entre réfugiés et Guinéens, car là encore ce n'est pas toujours évident. Cela fait plus de six ans que les Guinéens accueillent les réfugiés et c'est parfois un poids très lourd pour eux ; les conséquences sont très importantes au point de vue appauvrissement et détérioration de l'environnement en particulier. On aide les réfugiés, ce qui est normal, mais beaucoup moins les populations guinéennes qui les accueillent et pourtant elles en auraient aussi bien besoin. A ce point de vue (scolarisation, eau potable, latrines, etc.) les réfugiés sont parfois privilégiés par rapport aux Guinéens, sans parler de distributions de vivres auxquelles les Guinéens

n'ont pas droit, bien sûr. Tout cela entraîne parfois des tensions qu'il est important de faire sortir pour pouvoir les dépasser. Plus simplement, quand on ne parle pas la même langue et qu'on n'a pas la même culture, ce n'est pas facile de vivre ensemble, et l'accueil de l'étranger n'est pas plus évident aux Guinéens qu'en France (bien qu'à mon avis les Guinéens y arrivent beaucoup mieux que les Français)... car il ne faut pas oublier qu'à MONGO les réfugiés sont deux fois plus nombreux que les Guinéens (entre 250 et 300.000 actuellement) ; il ne s'agit donc pas de 10 ou 15 % d'étrangers. Les communautés chrétiennes jouent là un grand rôle ; d'abord d'avoir la même foi permet aux gens de se rencontrer plus facilement entre réfugiés d'abord, avec les Guinéens ensuite. Les Guinéens vivant dans la même communauté que les réfugiés sont en général plus réceptifs à leurs problèmes et ils agissent ensuite auprès des autres Guinéens pour qu'ils aident davantage les réfugiés. Tout cela reste à organiser et à intensifier et c'est un travail à reprendre sans cesse ; il y a des hauts et des bas, c'est parfois fatigant et même décourageant de devoir tout reprendre, mais c'est cela la vie.

De nombreux appels m'ont été adressés pour intensifier mon travail sur **l'éducation aux Droits de l'Homme et aux Droits de l'Enfant**, en particulier à partir des jeux pédagogiques que nous avons composés ces deux dernières années. Maintenant nous allons passer à une nouvelle étape : former des animateurs pour l'utilisation de ces jeux dans les écoles, les groupes de jeunes et les villages (avec les jeunes et les adultes illettrés). Cette éducation me semble absolument essentielle dans les conditions où nous vivons à MONGO. On m'a demandé aussi, profitant de mon expérience passée au Sénégal, de participer davantage au Comité de lutte contre le SIDA et également de suivre les agents de la Santé dans les villages. Je ne sais pas si je pourrai répondre à tous ces appels. Il y a aussi des demandes pour l'éducation affective et sexuelle, en particulier envers les jeunes, telle que je l'ai fait de nombreuses années dans les lycées et collèges de ST LOUIS, et également de travailler à la régulation des naissances. Mais vraiment je n'ai pas le temps de suivre toutes ces choses. J'essaie simplement de retrouver de temps en temps les responsables pour échanger des idées, revoir les orientations et améliorer les actions qui sont menées. Il n'est pas possible de tout faire, mais il est vrai que, passant la plupart de mon temps dans les camps et dans les villages, je suis beaucoup plus en contact avec les populations et connais mieux leurs problèmes que la plupart des O.N.G. et même des services guinéens. Pour cela il a fallu que je m'investisse énormément pour apprendre la langue, mais je commence à récolter les fruits maintenant.

Une autre action qui se met en place, c'est la **formation d' Educateurs des jardins d'enfants**. En effet, dans de nombreux villages il n'y a pas d'écoles, et là où il y en a, ces écoles ne peuvent souvent accepter que 10 à 15 % des enfants du village. Par ailleurs, il y a des jeunes qui ont fait des études et n'ont pas trouvé de travail salarié ; ils traînent au village. Alors les communautés villageoises s'organisent pour demander à ces jeunes ou adultes sans emploi d'enseigner leurs enfants et ils les paient par cotisations en argent ou en riz (la culture principale de la région). Le problème est que ces éducateurs ou enseignants n'ont aucune formation pédagogique ni connaissance de la psychologie de l'enfant et que, par ailleurs, ils n'ont pas de moyens pour enseigner. Ils voudraient parfois enseigner des enfants de 3 à 6 ans comme ils ont été eux-mêmes enseignés au Collège ou même à l'Université. Nous allons donc organiser une rencontre d'une semaine avec l'aide de Gilberte MOUILLEZ qui vous expédiait autrefois mes circulaires et qui a une grande expérience de ce travail dans plusieurs pays d'Afrique. Nous pourrons ainsi leur donner un minimum de connaissances nécessaires et de moyens éducatifs (jeux et autres matériels). Nous chercherons à leur montrer comment enseigner le français à partir du kissien, la langue des enfants, et non pas à leur faire apprendre par coeur des textes auxquels ils ne comprennent absolument rien. Gilberte a commencé ce travail-là l'année dernière et elle travaillera avec moi-même et Maurice SAHKO qui est le responsable diocésain des jardins d'enfants. Il y a énormément à faire au niveau de cette éducation de base, mais de nombreux blocages existent aussi bien du côté des parents que des enseignants. C'est donc un service qui nous semble important et nous espérons arriver à quelque

chose, mais il nous faudra continuer la réflexion non seulement avec les enseignants mais aussi avec les parents d'élèves et avec les communautés tout entières.

**Au niveau international, je suis de plus en plus préoccupé par le problème de la dette** et je voudrais partager avec vous quelques réflexions à ce sujet. Vous avez sans doute entendu parler d'un certain nombre d'actions qui sont menées pour la suppression de la dette des pays du Tiers-Monde, en particulier à l'occasion du Jubilé de l'An 2000. En effet cette dette pèse trop lourd et ce sont les plus pauvres des pays sous-développés qui payent les pots cassés, car pour rembourser la dette les pays sous-développés "économisent" sur les dépenses de santé et d'éducation et sur les investissements dans les secteurs agricoles. De plus, le poids de cette dette est beaucoup trop élevé. Ainsi l'Afrique Noire rembourse, pour la dette, quatre fois le montant des budgets totaux de santé et d'éducation. Au niveau économique les pays du Tiers-Monde cherchent à exporter de plus en plus pour rembourser la dette, mais plus ils exportent plus les prix baissent et moins ils gagnent et leur dette ne fait qu'augmenter, car ces pays doivent à nouveau emprunter pour rembourser les intérêts des dettes précédentes. On tombe là dans un cercle vicieux sans fin. C'est pourquoi de plus en plus de personnes reconnaissent actuellement que le remboursement de la dette tel qu'il se fait aujourd'hui est injuste. Par exemple, l'Afrique Noire devait 84 milliards de dollars en 1980 ; elle en doit maintenant 235. Alors qu'entre temps elle a remboursé 170 milliards de dollars, c'est à dire plus de deux fois la dette initiale, mais il y a les intérêts à rembourser qui augmentent sans arrêt.

Par ailleurs l'aide publique aux pays du Tiers Monde est à son niveau le plus bas depuis 45 ans, moins de 0,33 % du Produit National Brut (PNB) alors qu'en 1992, au Sommet de Rio, les pays développés avaient promis de tripler son volume et que l'ONU, déjà à la fin des années 1960, demandait d'y consacrer au moins 0,70 % du PNB.

D'ici nous sommes très attentifs aux **prochaines élections européennes** car l'Europe pèse d'un très gros poids ici, et actuellement on met en place de nouveaux accords entre l'Union européenne et les pays A.C.P.(Afrique-Caraïbes-Pacifique).Voici à ce sujet quelques réflexions que j'ai été amené à faire :

Pour répondre à la question finale : "Que voulez-vous que le nouveau Parlement de l'Union européenne fasse pour l'Afrique ?" à partir de la situation où je me trouve, je dirais ceci : La guerre en Sierra Léone est très complexe. Mais l'une des choses qui permet de financer la guerre, ce sont les diamants. Et ce sont les pays développés qui sont en premier intéressés par ces diamants. Est-ce que nous n'acceptons pas trop facilement la guerre dans les pays africains du moment que cela correspond à nos intérêts : diamants, pétrole, etc. Comment est-ce possible que les gens puissent se procurer aussi facilement des armes dont une grande partie vient des pays occidentaux ? Que faisons-nous contre le commerce des armes ? Pour les réfugiés, on les aide beaucoup pendant une année, et ensuite on les oublie. Il est nécessaire qu'il y ait un suivi dans nos actions.

Des organismes, comme le HCR, mais aussi des ONG européennes, ont énormément de matériel, des salaires très élevés, des conditions de vie sans aucun rapport avec le niveau de vie des réfugiés que l'on vient aider. Tout cela est-il vraiment nécessaire ou la différence n'est-elle pas trop grande ?... Même si une bonne partie des vivres arrivent aux réfugiés, il y a trop de pertes, de détournements et de corruption. Ne pourrait-on pas assurer un meilleur suivi des dons, à moindre coût et avec plus d'efficacité ?

Du côté des Guinéens, j'entends parler à la radio d'aide et de financement, avec une multitude de séminaires, etc. Mais, à la base, dans les forêts du sud, nous ne voyons rien arriver : les gens se débrouillent pour vivre à partir de leur culture du riz, sans engrais ni moyens techniques, et qui est toujours pilé à la main par les femmes et vendu à un prix insuffisant pour faire vivre une famille. Ce sont bien les petits paysans qui font vivre cette partie de la Guinée, mais ils y arrivent de plus en

plus mal, surtout avec l'arrivée en masse de tous les réfugiés de Sierra Léone qui pèse très lourd sur l'environnement. Que fait-on pour cela ? Je ne sais pas si c'est le remboursement de la dette qui empêche le gouvernement guinéen de construire les écoles et postes de santé nécessaires, de faire des branchements en eau potable ou autres réalisations, mais en tout cas la situation est dramatique. L'aide des pays européens qui arrive à la base est très limitée, malgré tous les séminaires et conférences. D'ailleurs, à quoi servent ces séminaires, sinon à donner bonne conscience et à fournir de l'argent à des privilégiés bien situés. La plupart de ces séminaires ne sont suivis d'aucune action. Tous les problèmes de détérioration des termes de l'échange, le poids de la dette, etc... me semblent très importants, mais à partir de la base où je travaille il m'est difficile d'en parler concrètement. Aussi bien dans la communauté chrétienne que dans les autres organisations, je vois bien que ce sont les femmes qui sont les plus actives et les plus engagées. Ce sont aussi elles qui travaillent le plus pour nourrir la famille, ajoutant le travail de la maison et des enfants au travail des champs. En même temps, ce sont les filles qui vont le moins à l'école et ont le moins part aux responsabilités. Il faudrait des actions favorisant réellement et de façon efficace la formation de la femme.

J'ajoute quelques réflexions personnelles sur les droits des enfants travailleurs que j'ai faites, suite à un article dans une revue :

Je voudrais réagir par rapport à cette affirmation : "un enfant est né pour jouer, pas pour travailler". Je pense qu'il faut faire attention. J'ai travaillé pendant 18 ans avec les enfants de la rue à St Louis du Sénégal. Ces enfants se sont organisés pour réclamer leur droit au travail, mais au travail dans la dignité. C'est à dire, le droit au respect : qu'on les reconnaisse comme des vrais travailleurs, qu'ils ne soient pas marginalisés, méprisés et exploités parce que sous-payés par les gens. Ils réclament le droit de travailler sans être tabassés par les policiers. Le droit de profiter de leur travail sans être volés par les grands ou rackettés.

Je suis actuellement à Mongo dans la Guinée forestière, à la frontière de la Sierra Léone et du Libéria, dans une paroisse comptant, en plus de 175.000 Guinéens, 250.000 réfugiés (et comme la rébellion continue en Sierra Léone, leur nombre ne fait qu'augmenter). Au passage, je vous remercie d'avoir publié l'année dernière des extraits de ma lettre circulaire.

Dans notre secteur, il n'y a pas 30 % des enfants qui entrent à l'école primaire, et, parmi eux, bien peu terminent les études primaires. La dignité de ces enfants c'est de pouvoir travailler pour aider et faire vivre leurs familles. Ils en sont conscients et fiers. Et pour les enfants de réfugiés, le drame c'est de devenir des assistés (tout comme leurs parents d'ailleurs) et de ne pas pouvoir vivre par eux-mêmes des fruits de leur travail. Il ne faudrait pas imposer aux pays du Tiers Monde des droits irréalisables et qui ne serviraient qu'à faire exploiter encore plus les enfants. Ce qu'il faut mettre en cause, ce n'est pas le travail de tous les enfants, ni leur droit au travail, mais le droit de travailler sans être exploités (sexuellement ou autrement), le droit à ne pas être écrasés par un travail trop lourd pour des enfants et qui va les marquer pour toute leur vie. Ici, nous disons "Travail, oui... mais un travail digne".

Pour votre article, je suis tout à fait d'accord avec ce que vous dites du droit des peuples à l'auto-détermination, du droit communautaire, du droit des minorités et aussi des devoirs. Mais je regrette que vous ne fassiez aucune allusion à la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples (qui va beaucoup plus loin que la Charte européenne des droits de l'homme) qui insiste en particulier sur le droit au développement et le droit au respect de sa culture... sans oublier le droit à la paix réclamé par Pierre Bercis.

Attention aussi à être réalistes. Dire "En 98, Internet fait partie du paysage planétaire", cela dépend pour qui ! Dans les 5 sous-préfectures dans lesquelles nous travaillons, il n'y a pas d'eau courante, encore moins d'électricité, ni de téléphone. Alors, Internet pour nous, c'est dans la lune ou sur Mars. Mais pas pour demain".

Maintenant, je vous partage un article que j'ai écrit pour Le Veilleur :

Suite à la guerre en Sierra Léone, la paroisse de Mongo, comme celles de Gueckedou et Kissidougou, accueille de très nombreux réfugiés (plus de 250.000). Ils sont pris en charge, quoique d'une manière très insuffisante, par le HCR et un certain nombre d'ONG. Mais que fait la Mission Catholique ?

D'abord, nous sommes toute une équipe pour travailler avec les réfugiés : les abbés de Gueckedou, un prêtre et un diacre serra léonais, deux communautés de religieuses ayant travaillé en Sierra Léone, et les trois spiritains de Mongo.

Les réfugiés qui arrivent ont beaucoup souffert. Les familles ont été le plus souvent dispersées. La plupart n'ont plus de nouvelles de leurs parents. Tous sont très marqués psychologiquement et certains sont même complètement traumatisés. Beaucoup ont vu des parents être tués devant eux et plusieurs sont mutilés.

La première chose est donc de les accueillir. Nous ne pouvons pas le faire personnellement pour chaque réfugié, mais nous animons les communautés chrétiennes guinéennes et les communautés de réfugiés déjà en place, pour qu'elles le fassent. La communauté chrétienne est appelée à devenir une nouvelle famille pour eux, qui ont perdu la leur. Une famille où ils se sentent accueillis mais aussi respectés et écoutés, pour retrouver peu à peu leur dignité. Il est bien évident que la vie de la communauté chrétienne est un grand soutien pour ces réfugiés, comme pour les autres : par la prière et les sacrements, mais aussi par les engagements qu'elle propose. Les réfugiés catholiques participent à la vie de leur CCB, ou en mettent en place dans les nouveaux camps. Ces communautés organisent la prière du dimanche et la catéchèse, la prise en charge des malades, vieux, pauvres et nouveaux arrivés, l'évangélisation et le travail communautaire. Ils organisent des groupements de femmes et de jeunes, animés par eux-mêmes. Les communautés guinéennes sont bien sûr très liées à ces communautés de réfugiés. Elles cherchent à les soutenir et à agir ensemble avec elles.

Le HCR et d'autres organisations fournissent des vivres qui sont absolument nécessaires pour la survie des réfugiés. Mais il est aussi très important que ceux-ci ne deviennent pas des assistés, et aussi qu'ils puissent mieux vivre. C'est pourquoi la Mission Catholique a lancé avec les réfugiés un certain nombre de projets productifs : menuiserie, tissage, fabrique de savon artisanal, etc..

Dans les camps, il y a parfois des problèmes de vie communautaire et aussi des injustices. Par ex. au sujet de la distribution des vivres. En communautés chrétiennes, nous réfléchissons à ces problèmes et cherchons des solutions aux différentes injustices qui se présentent, en lien avec les autres religions, pour agir avec tous les réfugiés.

Il faudra reconstruire la paix en Sierra Léone. Mais la première chose, c'est de bâtir la paix, dans les camps, ici même. C'est aussi l'une des responsabilités de la communauté. Nous allons lancer une éducation à la paix, auprès des jeunes, à partir de jeux pédagogiques. Nous préparons aussi un travail d'éducation à long terme pour aider les réfugiés à dépasser les souffrances qu'ils ont subies et à se libérer des traumatismes qui s'en suivent.

C'est à travers tout cela que les gens se libèrent, retrouvent peu à peu la paix et se soutiennent les uns les autres. C'est à travers tout cela également que le Royaume de Dieu se construit.

Père Armel - MONGO.

J'aurais évidemment beaucoup d'autres choses à partager avec vous mais je vais m'arrêter là pour aujourd'hui. Soyez sûrs que même si je n'ai pas répondu personnellement à toutes vos lettres pour la nouvelle année, j'ai été très sensible aux voeux que vous avez formulés pour nous. Votre amitié pour moi et pour tous ceux avec qui je vis est un grand soutien et je vous en remercie de tout coeur.

J'espère que cette lettre vous trouvera heureux avec tous ceux que vous aimez et je vous souhaite bon courage pour affronter les problèmes que vous rencontrez. Bonne chance dans tout ce que vous entreprenez ! Que l'ouverture aux autres, spécialement ceux qui sont différents de nous, soit notre

joie, notre richesse tout au long de cette année.

ARMEL

**NOTA BENE** :

Je renouvelle ma demande de l'année dernière. Si vous pouviez trouver des vélos en bon état, cela nous rendrait un grand service pour nos animateurs qui se déplacent dans les camps ou les villages. Pour l'expédition, vous pouvez vous adresser à l'Association : GUINEE SOLIDARITE (Mme BARRY Nadine) - 6 quai de la Bruche - 67000 STRASBOURG (Tél domicile 03 88 22 11 06 ou 03 88 41 25 15 (bureau).

Si vous pouviez aussi m'envoyer quelques ballons de football, le plus simple serait de me les expédier en colis postal, directement à mon adresse, avec la mention : "colis familial - sans valeur commerciale".

Merci d'avance.